

D24-06

Séance du mercredi 06 mars 2024

**NOMBRE DE
MEMBRES**

En exercice : 23

Présents : 15

Absents : 8

Nombre de suffrages
exprimés : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 0

Date de la convocation
01/03/2024Date d'affichage de la
convocation
01/03/2024

L'an deux mille vingt-quatre le six mars, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence du maire, Monsieur Jean ROUSSEL.

Étaient présents : Mme ABELLA Jennifer, Mme CATHALA Aline, M. DAGOU Bernard, M. FUMANAL Marcel, Mme JARA Virginie, Mme KOPROWSKA Bogumila, M. LARRIE Thibault, M. LE GALLOUDEC Olivier, M. MANOU Stéphane, Mme REPIQUET Tessa, M. ROBERT Jean-Marc, M. ROUSSEL Jean, M. RUMPALA Patrice, M. TOUSSAINT André, Mme VILELA Céline.

Procurations :

Mme ARAVIT CROS donne pouvoir à M. ROUSSEL Jean ;
Mme BOURDIN Émilie donne pouvoir à Mme JARA Virginie ;
M. CHAUVET Pascal donne pouvoir à M. MANOU Stéphane ;
Mme CYRVAN Audrey donne pouvoir à Mme ABELLA Jennifer ;
Mme MILLET KHALKHAL Farida donne pouvoir à M. LE GALLOUDEC Olivier ;
M. LEROY Yves donne pouvoir à M. RUMPALA Patrice ;
Mme RUIZ Marie donne pouvoir à Mme VILELA Céline.

Étaient excusés : Mme ARAVIT CROS, Mme BOURDIN Émilie, M. CHAUVET Pascal, Mme CYRVAN Audrey, Mme MILLET KHALKHAL Farida, M. LEROY Yves, Mme RUIZ Marie.

Était absent : M. WALCH Julien

Ressources humaines – Modification du tableau des effectifs – emplois permanents

Vu les articles L. 313-1, L. 332-8 et L. 413-1 à L. 413-7 du Code général de la fonction publique ;

Vu l'article R. 2313-3 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu le décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique ;

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services (création, suppression, modification de la durée hebdomadaire d'un poste) ;

Considérant la nécessité de fermeture des emplois de responsable de police municipale au grade gardien brigadier et responsable de police municipale au grade brigadier-chef principal car ce poste a été créé sur l'ensemble des grades de catégorie C et B pour permettre le recrutement d'un agent ;

Considérant la nécessité d'ouvrir un emploi d'agent de la police municipale afin de prévoir le remplacement de l'agent en poste qui a fait valoir ses droits à la retraite au 1er septembre 2024 ;

Considérant la nécessité d'ouvrir un emploi de chargé(e) de l'entretien de la voirie et des espaces verts afin de stagiairiser l'agent en poste à la suite d'un avis favorable de sa hiérarchie ;

Considérant la modification du temps de travail hebdomadaire inférieure à 10% non soumise à avis du CST pour les emplois d'animateur ALP maternel à temps non complet de 19,99h modifié à 21,12h annualisées et d'animateur ALP élémentaire temps non complet de 7,84h modifié à 8h annualisées, à la suite de la titularisation des agents et afin d'assurer la nouvelle organisation du service enfance ;

Considérant le tableau des effectifs permanents placé en annexe ;

Vu l'avis du CST du 31/01/2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission AGRH du 27/02/2024 ;

**entendu l'exposé et après avoir délibéré,
le conseil municipal**

- **DÉCIDE** d'approuver la fermeture des emplois permanents suivants :
 - **responsable du service de la police municipale : catégorie C**
 - brigadier-chef principal (35/35ème) ;
 - **responsable du service police municipale : catégorie C**
 - gardien brigadier (35/35ème) ;
- **DÉCIDE** de permettre la création du nouvel emploi à temps complet catégorie C :
 - **agent de la police municipale :**
 - brigadier (35/35ème) ;
 - brigadier-chef (35/35ème) ;
 - brigadier-chef principal de la police municipale (35/35ème) ;
 - **chargé(e) de l'entretien de la voirie et des espaces verts :**
 - adjoint technique territorial (35/35ème) ;
 - adjoint technique territorial 2ème classe (35/35ème) ;
 - adjoint technique territorial 1ère classe (35/35ème).

- **DECIDE** de permettre la modification horaire hebdomadaire inférieure à 10% des emplois à temps non complet catégorie C :
 - **animateur ALP maternel :**
 - adjoint territorial d'animation de 19,99 heures à 21,12 heures annualisées ;
 - **animateur ALP élémentaire :**
 - adjoint territorial d'animation de 7,84 heures à 8,00 heures annualisées.
- **DIT** que ces emplois seront occupés par des fonctionnaires, mais que toutefois, en cas de recherche infructueuse et dans l'impossibilité de pouvoir recruter un fonctionnaire sur ces emplois permanents, l'article L. 332-14 du CGFP prévoit, par dérogation à ce principe, la possibilité de recruter un agent contractuel de droit public sur un emploi permanent pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Dans ce cas, les contrats pour faire face à une vacance temporaire d'emploi sont conclus pour une durée déterminée pouvant aller jusqu'à un an. Ils peuvent être renouvelés pour une durée d'une année supplémentaire, dans la limite totale de deux ans, si la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois par des fonctionnaires n'a pu aboutir au bout de la première année ;
- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget primitif 2024 ;
- **AUTORISE** Monsieur le maire ou son représentant à faire toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Annexe : D24-06 -Tableau des effectifs permanents

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme.

Fait à BAZIEGE,

Monsieur le maire

Le secrétaire de séance

Jean ROUSSEL

Olivier LE GALLOUDEC



Envoyé en préfecture le 08/03/2024

Reçu en préfecture le 08/03/2024

Publié le 08/03/2024



ID : 031-213100480-20240306-M240306_D2406-DE